

Baccalauréat professionnel – Session 2011

Histoire-Géographie – Epreuve commune

SUJET 1 L'EUROPE DANS LES RAPPORTS DE PUISSANCE DE 1850 À NOS JOURS

Question 1 (Document 1) 2 points

Comment se manifeste l'influence de l'Europe dans le monde ? Illustrez votre réponse à l'aide de l'exemple d'un Etat européen de votre choix.

L'influence de l'Europe dans le monde en 1914 se manifeste par un très grand nombre de colonies à travers tous les continents. Les îles britanniques ont une présence sur l'ensemble des continents, le Canada pour les Amériques, l'Australie (Océanie), l'Inde (Asie), de nombreux pays d'Afrique.

On pouvait également citer la France. Ces deux Etats européens sont les plus caractéristiques. On pouvait également relever une répartition inégale des territoires entre la France/Royaume Unis et le reste des pays d'Europe, dont plus particulièrement l'Allemagne.

Question 2 (Document 2) 3 points

Quelle est la situation de l'Europe au lendemain de la Première Guerre mondiale ? Que peut-on en déduire de la nouvelle position de l'Europe dans le monde ?

Au lendemain de la Première Guerre mondiale l'Europe a subi de nombreuses pertes humaines « En décimant ses multitudes d'hommes » et matérielles « en gaspillant ses richesses matérielles ».

L'Europe se trouve donc affaiblie, tant vis-à-vis de ses colonies « un coup fatal à l'hégémonie de l'Europe sur le monde » que vis-à-vis de nouvelles grandes puissances « Déjà la fin du XIX^e siècle nous avait révélé la vitalité et la puissance de certaines nations extra-européennes [...] comme les Etats-Unis, [...] comme le Japon ».

Question 3 (Document 3) 2 points

Pourquoi Robert Schuman est-il favorable à un rapprochement des pays de l'Europe de l'Ouest, en 1951 ?

Robert Schuman est favorable à un rapprochement des pays d'Europe de l'Ouest tant pour harmoniser la politique de ces pays vis-à-vis d'une URSS devenant toute puissante que pour ne pas répéter les erreurs du passé.

La division de Berlin ainsi que l'union des pays d'Europe de l'Est auprès de l'URSS au sortir de la seconde guerre mondiale font peur et menacent les pays de l'Europe de l'Ouest, Robert Schuman est donc favorable à un rapprochement des pays pour endiguer cette menace.

Question 4 (Documents 3 et 4) 3 points

Expliquez ce que les auteurs de l'affiche veulent montrer à propos de la puissance des USA et de l'URSS après la Seconde Guerre mondiale (doc. 3). Que proposent les auteurs des documents 3 et 4 pour que l'Europe puisse s'affirmer sur la scène internationale ?

Le document 4 montre l'Europe écrasée entre le bloc américain et le bloc soviétique. Les deux puissances mondiales que sont ces deux blocs et qui encadrent géographiquement l'Europe de l'Ouest inquiètent l'ancienne puissance mondiale qu'était l'Europe à l'aube de la première guerre mondiale.

Les auteurs des documents 3 et 4 proposent tous les deux une Europe unifiée, les Etats-Unis d'Europe, pour faire face aux deux grands territoires que sont les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS.

Question 5 (Document 5) 2 points

Comment les pays européens sont-ils représentés au sein du G20 ? Que peut-on en déduire de la place occupée par l'Europe dans le monde d'aujourd'hui ?

Sur les 20 puissances représentées au G20, 5 places sont occupées par des pays de l'Europe.

Quand on compare à l'étendue et à la puissance de l'Europe avant 1914, on peut en conclure que si l'Europe occupe une place encore importante dans le monde aujourd'hui, sa puissance a été largement contrebalancée par de nouvelles puissances mondiales.

Question 6 8 points

À partir de vos connaissances, des documents et des réponses aux questions, vous rédigerez un texte sur le sujet suivant : « L'Europe dans les rapports de puissance de 1850 à nos jours ». Vous pourrez, par exemple, organiser votre réponse à partir du plan suivant :

- La situation de l'Europe avant la Première Guerre mondiale
- La situation de l'Europe au lendemain des deux guerres mondiales
- La construction européenne et la place de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui

Le plan chronologique proposé permettait de répondre au sujet, même si vous étiez libre de composer votre propre plan.

Voici pour chacune des parties les éléments dont vous auriez dû parler :

La situation de l'Europe avant la Première Guerre mondiale :

- La colonisation de 1850 à 1875
- L'impérialisme colonial et l'expansion de l'Europe à travers le monde
 - Une Europe toute puissante et présente à travers le monde sur tous les continents
 - Une Europe possédant par conséquent de nombreux hommes et de nombreuses ressources naturelles, lui assurant une supériorité militaire et économique sur le reste du monde
- Une carte mondiale inégalement répartie entre les pays d'Europe, source de conflit avec l'Allemagne
- L'émergence de nouvelles puissances indépendantes comme les Etats-Unis ou le Japon

La situation de l'Europe au lendemain des deux guerres mondiales :

- Au lendemain des deux guerres mondiales l'Europe est très affaiblie. Elle vient de subir d'énormes pertes humaines et matérielles et a servi de champ de bataille
- L'intervention sur le territoire Européen des deux nouvelles superpuissances, les Etats-Unis et l'URSS, font que l'Europe se retrouve prise en étau entre ces deux volontés sans pour autant pouvoir afficher un front et une volonté commune
- L'affaiblissement de l'Europe entraîne par conséquent la perte de ses colonies
- La guerre froide coupe l'Europe en deux, faisant perdre à l'Europe son statut de puissance dominante pour lui conférer un statut d'allié à l'une ou l'autre des deux puissances qui composent le monde bipolaire de l'après guerre

La construction européenne et la place de l'Europe dans le monde d'aujourd'hui :

- L'Europe a donc du unir les forces des différents pays qui la composent et a réussi à unifier les politiques vers une politique économique commune (il n'était pas nécessaire de citer TOUTES les dates, mais il fallait retracer ici l'histoire de la construction européenne)
 - o création de la CECA en 1951
 - o CEE en 1957
 - o Convention de Schengen en 1985
 - o Union Européenne en 1992 avec le traité de Maastricht
 - o Monnaie unique, l'Euro en 2002
 - o création de l'Europe des 27 en 2007
- Anciennement ^{1ère} puissance mondiale, si l'Europe a perdu de sa superbe elle n'est pas restée pas moins un acteur mondial important. 5 sièges sur les 20 du G20 sont occupés par des pays d'Europe.

Conclusion :

De 1850 à nos jours, le poids de l'Europe dans les rapports de puissance a complètement changé. Les deux guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945 ont rééquilibré les rapports de puissance entre l'Europe et le reste du monde.

SUJET 2 L'AGRICULTURE : UN PILIER POUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE ?

Question 1 (Document 1) 1 point

Quel est le système agricole le plus répandu dans les pays de la Triade ?

Nous pouvons voir sur le document 1 que dans les pays de la Triade (Japon, USA, Europe), le type d'agriculture le plus répandu est l'agriculture commerciale, majoritairement intensive en Europe, sur les côtes des Etats Unis et au Japon, et extensive sur le territoire intérieur des Etats-Unis.

Question 2 (Document 1) 2 points

Etablissez deux constats en observant la situation agricole en Afrique.

- 1) En observant la répartition des types d'agriculture en Afrique, on peut constater deux choses : la première, c'est que l'Afrique pratique extrêmement peu l'agriculture commerciale, et elle ne le fait que sur ses côtes

maritimes et en Afrique du Sud. La seconde, c'est qu'une bonne partie (environ la moitié du territoire) de l'Afrique est exploitée sous un mode d'agriculture nomade, très précaire car instable et n'étant fait que pour la survie et pas le développement.

Question 3 (Document 2 et carte en annexe) 3 points

En comparant les données du document 2 (à l'échelle mondiale puis continentale), montrez la diversité des situations agricoles en Afrique.

On voit d'abord que, mises à part l'Égypte et l'Afrique du Sud, tous les autres pays du tableau ont un rendement céréalier inférieur à la moyenne mondiale (3707 kg/ha). Seule l'Égypte est au-dessus de la moyenne mondiale au niveau de la mécanisation agricole : elle a en effet un taux de 339,9 machines aux 100km² de terres arables (cultivables), alors que la moyenne mondiale est de 195,3. La Tunisie est à un peu plus de 140, les autres pays africains du tableau sont à moins de 50 machines/100km². Idem avec la consommation d'engrais : seule l'Égypte se situe au-dessus de la moyenne mondiale (qui est de 129,4 kg/ha de terres arables) avec un taux très élevé de 527,2 kg/ha ; les autres pays africains du tableau se situant tous à un taux inférieur à 45kg/ha. On peut donc en conclure que l'Afrique est d'un point de vue agricole moins productive, moins mécanisée et moins consommatrice d'engrais comparativement au reste du monde.

En observant tous les chiffres du tableau pour les pays africains, on voit néanmoins que les situations sont très différentes selon les pays. Ainsi l'on s'aperçoit que les pays côtiers (Égypte, Tunisie, Afrique du Sud, Sénégal) ont tendance à être plus productifs (rendement de plus de 1000 kg de céréales/ha), plus consommateurs d'engrais (plus de 30 kg d'engrais/ha de terres arables) mais aussi plus mécanisés (exception faite du Sénégal, tous ces pays ont un taux de machines agricoles/100km² de terres arables supérieur à 40 ; la Namibie, autre pays côtier, a un taux de 25). Les pays n'ayant aucune côte maritime (République Démocratique du Congo, Niger, Malawi) ainsi que l'Erythrée sont quant à eux assez peu productifs (tous ont un rendement inférieur à 775 kg/ha), très peu mécanisés (taux variant entre 0,1 machine/100km² de terres arables pour le Niger à 7,2 pour l'Erythrée) et très peu consommateurs d'engrais (leur taux variant de 0,0 kg/ha pour la RDC à 7,2 pour l'Erythrée), ce qui est aussi le cas du Sénégal, qui ne consomme que 2,0 kg/ha d'engrais.

Ainsi, les profils agricoles des pays africains varient énormément entre les régions, et au sein même de celles-ci, les situations nationales sont très variées.

Question 4 (Document 3) 3 points

Quel a été le choix du Malawi en matière de politique agricole ? Pourquoi, et quels en ont été les effets ?

Le gouvernement malawite, afin de répondre à la crise agricole qui frappait le pays, a décidé de prendre les choses en main : il a ainsi décidé de faire de l'agriculture la priorité nationale et a placé le secteur sous l'autorité directe du Président. Le gouvernement a créé des comités locaux afin de déterminer comment les subventions devaient être distribuées aux agriculteurs, ceci afin que ces derniers puissent cultiver assez de maïs pour assurer l'autosuffisance alimentaire du pays et stabiliser les prix. Ces mesures, coûteuses, ont néanmoins plutôt bien porté leurs fruits, puisque la production de maïs a atteint le double des besoins nationaux. Ceci a permis une abondance stabilisatrice pour les prix, ainsi qu'une possibilité de stocks du maïs afin de couvrir les éventuelles crises. De plus, les profits engendrés par l'agriculture ont permis de lancer des opérations de formation des agriculteurs aux techniques agricoles modernes, destinées à renforcer le

dynamisme agricole malawite et assurer une continuité de la croissance économique du pays, positive depuis 2006 et qui a atteint en 2008 le taux très important de 7%. Ce « modèle malawite » est étudié par les pays proches comme la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya ou le Swaziland.

Question 5 (Document 4&5) 3 points

A quelle situation l'Afrique est-elle aujourd'hui confrontée à propos de l'exploitation de ses terres et quelles en sont les conséquences ?

L'Afrique est aujourd'hui confrontée à un sérieux problème, qui concerne aussi bien les plans politique qu'économique et social : le rachat des terres arables par les puissances étrangères. Il peut aussi bien s'agir de pays peuplés et manquant de terres (comme la Chine, le Japon ou la Corée), que de grandes entreprises multinationales ou des fonds de pension et d'investissement des pays développés utilisant les terres pour, respectivement, développer leur business ou utiliser les terres pour engranger des bénéfices via la spéculation. Ces rachats de terre ont détruit énormément d'emplois, notamment chez les plus pauvres, car a privé de droits sur leurs terres les plus petits agriculteurs, dont le travail servait avant tout à nourrir leur famille (agriculture vivrière) et non à s'enrichir (agriculture commerciale).

Ces destructions d'emplois, ainsi que la spéculation sur les terres et les matières premières ont créé en 2008 ce que l'on appelle des émeutes de la faim, où les masses affamées se révoltent contre le gouvernement et les grandes entreprises, menant parfois à des exactions sur des travailleurs étrangers. C'est le cas notamment avec la Chine, qui emploie bien souvent une part importante de travailleurs importés plutôt que des locaux, ce qui mène à une montée des nationalismes, exacerbés par la misère socio-économique. Les peuples d'Afrique deviennent en fait de plus en plus protectionnistes, et commencent à se révolter contre l'installation des multinationales étrangères, notamment asiatiques, sur leur territoire.

Question 6 (8 points)

L'agriculture : un pilier pour le développement en Afrique ?

On passe souvent du temps à débattre de la meilleure manière d'éradiquer la faim dans le monde, notamment en Afrique, comment assurer le développement de tous les pays – comment, en somme, faire que la mondialisation profite réellement à tous. Pour beaucoup de gens, la solution la plus simple serait de « donner », d'offrir de l'argent au continent africain. D'accord, mais pour en faire quoi ? Donner de l'argent ou des biens est-elle réellement la bonne solution pour aider les pays sous-développés ? Rien n'est moins sûr. En fait, le fameux proverbe chinois « Donne moi un poisson, je mangerai un jour ; apprends moi à pêcher, je mangerai toute ma vie » prend ici toute sa dimension : donner de manière brute à l'Afrique ne va sans doute pas l'aider sur le long terme. Mieux vaut assurer le développement de l'Afrique en l'aidant à renforcer son économie. Mais comment ? A quel secteur « s'attaquer » en premier ? L'agriculture, l'industrie, les services ? Un des plus gros problèmes de l'Afrique est le problème de dépendance alimentaire : pour satisfaire les besoins des populations, beaucoup de pays africains doivent importer des pays, ce qui coûte cher et empêche les pays, économiquement soumis, de l'être moins sur le plan politique. Il importe donc de se poser la question : l'agriculture – et son développement – sont-ils la clé, ou du moins un pilier pour le développement de l'Afrique ? Nous allons voir que la réponse à cette question est positive en montrant l'importance de l'agriculture en Afrique mais aussi ses difficultés, puis nous verrons la diversité des choix et des possibilités de choix politiques vis-à-vis de l'agriculture.

I) L'importance et les difficultés de l'agriculture en Afrique

A) L'importance sociale et économique de l'agriculture

- L'Afrique est encore un continent majoritairement agricole.
- 60% des travailleurs travaillent dans l'agriculture en Afrique subsaharienne.
- Mais l'agriculture en Afrique est majoritairement vivrière : les terres sont le seul bien des agriculteurs qui travaillent pour faire vivre leur famille, pas pour s'enrichir. Plus de 96% des agriculteurs en Afrique subsaharienne cultivent moins de 5 hectares.
- L'agriculture est donc l'activité principale d'une majorité d'Africains, ce qui tient l'ensemble de leur structure sociale, familiale et bien souvent culturelle.
- D'un point de vue économique, l'agriculture est aussi extrêmement importante, puisque ce secteur représente plus de 30% du PIB national pour plus des trois quarts des pays africains.
- Les exportations agricoles comptent aussi pour 12,4% des exportations totales.

B) Mais les grandes difficultés agricoles de l'Afrique

- Cependant, les difficultés rencontrées pour produire les quantités suffisantes permettant de couvrir leurs besoins alimentaires et dégager des surplus pour la vente, sont importantes et rendent les producteurs vulnérables aux moindres chocs.
- Les producteurs africains sont régulièrement confrontés à de forts obstacles à la commercialisation de leurs produits, tant au niveau national qu'international. Les infrastructures rurales inadéquates (équipements de stockage et routes par exemple) compliquent le transport des marchandises d'une région à l'autre ou d'un pays à un autre, contribuant ainsi à une augmentation des prix des produits locaux.
- La faiblesse de l'organisation des filières pour nombre de produits agricoles, est en partie liée à des déficits en matière d'organisations paysannes et de capacités de négociation avec les commerçants et les intermédiaires ; le pouvoir de négociation des producteurs nationaux pour obtenir des prix justes en échange de leurs marchandises s'en trouve réduit.
- De plus, le système bancaire favorise les importations au détriment des investissements locaux dans les systèmes productifs. Enfin, l'importation de produits, souvent moins chers, concurrence sévèrement les produits locaux.
- La forte croissance de sa production agricole (2,6 % de croissance annuelle entre 1996 et 2005 contre 0,9 % pour les pays développés) est demeurée cependant inférieure à la croissance démographique. De ce fait, l'Afrique est la seule région du monde où la production alimentaire moyenne par personne a baissé au cours des 40 dernières années (-0,2 % entre 1996 et 2005), exposant de nombreuses populations à un risque d'insécurité alimentaire. Cette situation varie d'un pays à l'autre.
- Cette baisse de la production alimentaire par habitant est en partie imputable aux investissements insuffisants dans ce secteur et aux techniques rudimentaires utilisées par la plupart des petits agriculteurs. Par exemple, en Tanzanie, environ 70 % des cultures sont toujours produites manuellement, à la houe.
- Enfin, l'achat de terres par les pays étrangers et les multinationales qui « volent » les terres aux petits agriculteurs créent d'énormes masses sans travail, créant une pauvreté énorme qui favorise les crises sociales comme les émeutes de la faim.

II) La diversité des choix et possibilités de choix politiques vis-à-vis de l'agriculture

A) La prise de conscience de la nécessité des politiques agricoles

- Jusqu'à la fin des années 90, l'Etat était généralement dégagé de l'économie agricole : les politiques agricoles étaient quasiment inexistantes.
- Depuis le début des années 2000, l'agriculture semble de nouveau être considérée comme un secteur prioritaire et un moteur de développement. On comprend donc que les dirigeants ont pris conscience de

l'importance à accorder à l'agriculture africaine pour développer le continent et donc la nécessité de politiques agricoles ambitieuses.

- Les réformes agricoles peuvent être un vecteur de réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Ainsi, l'engagement des gouvernements africains, exprimé en 2003 et réitéré en 2006, d'augmenter jusqu'à 10 % leur budget agricole, et celui des institutions bilatérales d'accroître l'aide au développement agricole, semblent être le signe d'une reconnaissance de l'importance de l'agriculture, en dépit de la lenteur de la mise en œuvre de ces réformes.

B) Les politiques mises en place et possibles

- **Barrières aux importations** (ex : Kenya augmente les droits de douane sur le lait en 2001, quota d'importations est utilisé en 2005 au Cameroun dans le secteur avicole...)
- **Soutien aux revenus des agriculteurs** : Les gouvernements peuvent contribuer à fournir un revenu minimum garanti aux agriculteurs grâce à des versements d'aides directes. Ce type d'aide peut être ciblé sur des zones spécifiques moins favorisées ou attribué avec des conditionnalités, par exemple l'utilisation de pratiques respectueuses de l'environnement. Ce revenu minimum garanti est coûteux budgétairement pour les États qui n'en ont pas les moyens et reste rare en Afrique. Ex : Malawi
- **Organisation des marchés** : Les gouvernements peuvent aussi intervenir sur les prix et réguler le marché. Les offices de commercialisation (*marketing boards*) visent la stabilisation des prix en garantissant le prix d'achat aux agriculteurs. Des organismes publics peuvent aussi agir directement sur les marchés par des politiques de stockage : on se sert alors des stocks pour maintenir le cours du marché à un certain niveau, un prix plancher, afin d'encourager la production locale. On peut aussi fixer des prix plafonds pour encourager la consommation.
- **Infrastructures rurales** : L'accessibilité des zones rurales permet aux agriculteurs d'être reliés aux marchés, elle stimule la productivité, la commercialisation des produits et l'emploi rural. La faiblesse et l'inadaptation des infrastructures rurales constituent des obstacles majeurs à la compétitivité des agricultures africaines, tant sur les marchés intérieurs qu'internationaux. L'amélioration, le développement et l'entretien des routes rurales sont essentiels ainsi que la fourniture d'infrastructures de base pour favoriser l'investissement du secteur privé dans la commercialisation, le stockage et la transformation des aliments. Les infrastructures (totalement ou partiellement) publiques peuvent inclure les périmètres irrigués, l'accès à l'eau et l'énergie.
- **La fourniture de services, recherche, formation** : L'amélioration des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire par le biais d'investissements sur l'exploitation, dépend, pour les petits agriculteurs, de leur accès à des savoirs adaptés. Pour ce faire, l'élaboration et la diffusion des connaissances, par le biais en particulier de systèmes qui renforcent les liens entre agriculteurs, enseignants en agriculture, chercheurs, vulgarisateurs et communicateurs, apparaissent importants. Les mesures concernant le crédit, la fourniture d'intrants, l'aménagement des bassins de production (par exemple des schémas d'irrigation), constituent un autre pan essentiel de la politique agricole. Pour les intrants, notamment les semences améliorées, il peut s'agir de les subventionner, voire de les distribuer gratuitement.
- **Soutien aux organisations paysannes** : Une assistance spécifique peut être fournie pour encourager les agriculteurs à s'organiser et renforcer les organisations paysannes existantes. Cette aide peut aussi être destinée aux organisations du secteur de l'exportation, via un appui à l'amélioration de la qualité et à la promotion des produits agricoles (création d'un label par exemple).
- **Règlement sur la qualité sanitaire** : Garantir la sécurité sanitaire et la qualité des aliments est un élément important des politiques agricoles. L'investissement pour parvenir au respect de normes élevées, tant du point de vue de la qualité des produits que de leur stockage, est cependant coûteux et long. Ces normes sont importantes non seulement pour la consommation locale, mais aussi pour répondre aux critères des pays importateurs et ainsi faciliter l'accès aux marchés extérieurs

- **Préservation de la durabilité environnementale** : Les ressources naturelles mondiales, dont les ressources agricoles (terre et eau), sont pour l'essentiel non renouvelables. Tout en encourageant et en augmentant la productivité, les politiques agricoles peuvent également faire en sorte que cet appui ne se fasse pas au détriment de la pérennité de ces ressources. Les politiques foncières et de gestion de l'eau peuvent garantir l'accès et les droits sur ces ressources, et promouvoir des pratiques de gestion durable.
- Il est à noter qu'une grande difficulté des pays africains pour mettre en place ces politiques est économique-politique : les prêts qui leur ont été accordés par le FMI les ont fait s'engager à laisser le libre-jeu du marché s'appliquer – et ce même si l'on sait pertinemment que le jeu est tronqué, au vu des moyens gigantesques disponibles dans les pays du nord comparativement à ceux du sud, et notamment d'Afrique.

Conclusion : *Oui, l'agriculture est un pilier du développement en Afrique. Il reste énormément de choses à faire, de barrières à lever, d'abus à stopper et de gens à former. Il serait bon que les pays les plus riches en prennent conscience.*